



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté N° 203 - 16 juin 2012

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués

signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Exigeons l'égalité des salaires femmes hommes maintenant ! - Exigeons la revalorisation des salaires dans les métiers féminisés ! - Page 1
 - 1bis - la Marche des Fiertés est toujours d'actualité ! - Page 2
 - 2 - Stop à la mise au pilori des femmes séropositives en Grèce - Page 3
 - 3- Soudan, une femme condamnée à mort par lapidation - Page 3
 - 3bis - Marche des Femmes contre l'économie verte au cœur de Rio de Janeiro - Page 4
 - 4 - Les gouvernements ont une dette envers les femmes, Pas envers les banques ! - Campagne Européenne de la Marche Mondiale des Femmes - Page 5
 - 5 - 5^{ème} édition de la campagne pour l'accès à la contraception et à l'avortement en Ile de France - MFPF Ile de France - ANCIC - CADAC - Page 6
 - 6 - Manifeste contre le système prostitueur - Conseil des femmes francophone de Belgique - Page 7
 - 7 - Syndicalisme et prostitution. Quelques questions embarrassantes - "Dones d'Enllaç" - Page 8
 - 8 - Pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes, la mobilisation des femmes est indispensable - Page 9
 - 9 - Débat : Imposition séparée, un levier pour l'égalité ? - MAGE - Page 12
 - 10 - Programme de la semaine d'actions « Foot For Love » - Les Dégommeuses - Page 10
 - 11 - Carole Roussopoulos, une femme à la caméra - Paris - Centre Simone de Beauvoir - Page 12
 - 12 - Café Droits des Femmes : « Femmes et emploi : en route vers l'égalité ? » - 26 juin, Paris 19
 - 13 - Livre : Le test de féminité dans les compétitions sportives. Une histoire classée X? - Anaïs Bohuon - Page 13
-

MOBILISATIONS

- 1 - Exigeons l'égalité des salaires femmes hommes maintenant ! - Exigeons la revalorisation des salaires dans les métiers féminisés !

Toutes et tous samedi 23 juin 2012 de 11h à 13h

Carrefour Saint Denis Basilique - Place du Caquet

M° Saint-Denis Basilique

Rassemblement, diffusion massive et signature de la pétition

La campagne nationale et unitaire, lancée par de nombreuses organisations depuis mars 2011 pour l'Égalité des salaires entre les femmes et les hommes... Maintenant ! organise une diffusion de tracts et la signature de la pétition le 23 juin, devant le Carrefour de la basilique de Saint Denis. Les organisations entendent, par cette apparition publique, interpeller le gouvernement et l'Assemblée nouvellement élue et faire connaître les revendications portées par cette campagne : l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes, la revalorisation des métiers et

l'augmentation des salaires dans tous les secteurs féminisés, la reconnaissance des compétences, de l'expérience et de la pénibilité de ces vrais métiers ! Un point presse sera organisé à cette occasion.

Cette campagne s'appuie sur les luttes menées par des femmes travailleuses. Les mobilisations des femmes salariées pour l'augmentation des salaires, contre la précarité, contre les licenciements boursiers s'amplifient : aides à la personne (en Isère, Rhône-Alpes, Cahors...), les femmes de chambre (le Novotel Châtelet-Les Halles, le Campanile et le 1^{ère} classe du groupe Louvre Hôtels à Suresnes...), les cantinières de écoles (Paris), les Licenci'elles ex-employées des 3 Suisses, les Fralib, les Sodimédical et bien d'autres... Les femmes ne peuvent plus attendre. Nos exigences doivent être satisfaites maintenant !

1bis - La Marche des Fiertés est toujours d'actualité - Centre LGBT Paris Ile de France
Marcher, pour l'égalité des droits bien sûr, mais pas seulement.

Marche des Fiertés parisienne

Le samedi 30 juin prochain,
14h de Montparnasse

Les premières marches pour le respect et les droits des personnes homosexuelles et trans ne datent pas d'hier ; la première marche homosexuelle indépendante a eu lieu à Paris le 25 juin 1997, puis à l'appel du CUAHR (Comité d'Urgence anti-répression homosexuelle), à nouveau en 1979 et 1980. A partir de 1981 la Gay Pride, puis Lesbian and Gay Pride et enfin Marche des Fiertés, a eu lieu chaque année. Certes, au 21^{ème} Siècle, en France, la situation a évolué mais les différences ne sont pas acceptées si facilement, les mentalités évoluent lentement, même si peu à peu, les sondages le démontrent, la majorité des français est favorable à l'égalité des droits.

Néanmoins, même dans l'emblématique quartier du Marais, il arrive plus souvent qu'on ne le pense, que des personnes LGBT soient raillées, menacées et aussi agressées.

Le rejet au sein des familles pénalise toujours et parfois de façon dramatique, de nombreux jeunes et moins jeunes ; les discriminations, en particulier dans le monde du travail, ne régressent que très lentement ; la liste est longue et serait fastidieuse à dresser de façon exhaustive.

Les dispositifs de lutte contre les discriminations et les violences sont insuffisants ; les dommages causés par les préjugés homophobes, lesbophobes et transphobes et leurs conséquences, sont sous-évalués et non adressés. L'éducation nationale, les ministères du travail et de la santé en particulier, devront y consacrer plus de moyens qu'ils ne l'ont fait jusqu'alors.

Les personnes LGBT ne sont pas des citoyens de seconde zone aussi, l'égalité des droits n'est-elle pas négociable ; en outre, l'égalité devant la loi possède une vertu pédagogique : notre société doit admettre que tous les êtres humains, indifféremment de leur orientation sexuelle et identité de genre, tous les couples et toutes les familles, doivent disposer de la même sécurité juridique, des mêmes droits et obligations.

Les droits et libertés des minorités profitent globalement à une société de progrès qui n'en devient que plus juste, plus libre et plus humaine.

Nous marcherons aussi en solidarité avec toutes les personnes LGBT rejetées, harcelées et assassinées, de par le monde.

Contre l'homophobie, la lesbophobie, la bi-phobie et la transphobie, contre le sexisme qui fait le lit de l'homophobie, contre la stigmatisation des minorités, le Centre LGBT Paris IdF, défilera combatif mais confiant, les promesses électorales du nouveau gouvernement en tête et conscient des forces du mouvement LGBT pour les rappeler, le cas échéant.

2 - Stop à la mise au pilori des femmes séropositives en Grèce

Le gouvernement grec procède en ce moment à une action barbare qui n'a pas de précédent. En invoquant le danger pour les clients de la prostitution d'être contaminés par le HIV par des femmes séropositives parce que toxicomanes - dont certaines sont prostituées de façon occasionnelle ou régulière - il a officiellement permis au Procureur de la république d'autoriser la publication de leurs photos, de leurs noms et de l'adresse de leur domicile. Il a ainsi violé tous les droits de protection des informations privées et le secret médical n'a pas été respecté.

Les traités internationaux et européens que l'Etat grec a signés concernant la protection des personnes séropositives ont été et bafoués. Plus concrètement, le 29 avril, la police a publié, sur ordre du Procureur de la République, la photographie et le nom d'une jeune russe de 22 ans. Tout ceci a été retransmis sur toutes les chaînes de TV. Dans les jours qui ont suivi, d'autres noms et d'autres photos ont été publiés Ceci continue encore aujourd'hui et elles sont au nombre de 29. La plupart sont grecques et beaucoup d'entre elles sont toxicomanes. Ces femmes ont été arrêtées et sont en prison. La charge retenue contre elles et de faire courir un "lourd risque corporel" à leurs clients.

Cette décision gouvernementale a été prise en avril dans le cadre de la croisade générale raciste et anti-immigrés qui s'est ouverte avec la campagne électorale. Elle avait pour but de regrouper les sans-papiers, de les parquer dans plusieurs lieux avant de les expulser. La stigmatisation des "femmes prostituées" est arrivée ensuite pour compléter cet objectif, en ciblant, comme cela a été écrit officiellement, « les femmes migrantes prostituées comme des bombes contre la santé et la vie de famille des hommes grecs ».

Il s'est avéré très vite que les opérations de police aboutissaient à l'arrestation de femmes qui étaient grecques, dans la majorité des cas. Ceci a donc abouti, dans les faits, à l'annulation de l'effet lutte contre les immigrés. Toute l'affaire s'est transformée en une forme moderne de chasse aux sorcières, contre les femmes. Les organisations féministes ont dénoncé depuis longtemps le fait que, surtout dans la traite, les proxénètes et les clients forcent les femmes en situation de prostitution à accepter des rapports sans préservatifs. En effet, ces rapports sans préservatif sont encore mieux tarifés. Ceci à la grande satisfaction des proxénètes dont les profits et des ceints sont les demandes insensées et dangereuses sont ainsi satisfaites. Elles ont aussi dénoncées le fait que, pour les clients qui sont des jeunes hommes mineurs, l'école ne leur a rien appris sur le mode de contamination par le VIH. Et alors que ce sont les hommes mineurs ou majeurs qui demandent le rapport sans préservatif, ce sont les femmes qui sont en prison!!!

Les politiques décrites ci-dessus, qui sont celles des autorités officielles du pays, piétinent les droits humains, sont une offense à la dignité humaine et alimentent une culture de la discrimination. Elles sont aussi une destruction de la santé publique. En effet, d'une part, elles envoient un message faux à la société car la précaution est de la responsabilité de chacun. D'autre part, cette politique décourage les membres de ces communautés à aller se faire dépister par les services de santé et soigner, ce qui finalement accroît l'épidémie. En Grèce, nous avons aussi dénoncé le fait que les programmes pour la prévention du HIV ont été diminués de 50 % depuis 2009, les fonds alloués au traitement des toxicomanies de 30 %. Au total, avec les plans d'austérité barbares imposés depuis 2009, ce sont 50 % des fonds alloués à la santé qui ont été coupés.

Nous demandons une augmentation des fonds alloués à l'information et à l'éducation, la prévention et le traitement, en Grèce, pour les grecs et les immigrants de cette maladie comme les autres ;

Nous demandons des réponses sur les questions que nous avons posées concernant les procédés qui ont conduit au non-respect du secret médical et à la divulgation de faits concernant la vie personnelle, car ceci est une violation de la législation grecque et européenne concernant les

personnes séropositives. Ce qui est arrivé est le fait du seul Procureur de la République et n'a pas eu le consentement de l'autorité qui protège les données de la vie privée ;

Nous demandons que le Centre grec de suivi et de prévention (KEELPNO), le principal organisme officiel dans ce domaine, suspende son non-respect des lois et sa collaboration dans la stigmatisation publique et concrète de ces femmes et de celles qui pourraient l'être, en ciblant par exemple d'autres groupes sociaux comme les transsexuelles en situation de prostitution.

Nous demandons la libération immédiate des femmes arrêtées, leur accès au programme de soins, et un dédommagement pour le dommage moral qui leur a été imposé ;

Nous demandons l'intervention des organisations internationales auprès du gouvernement grec pour que cesse immédiatement cette mise au pilori des femmes et que soit condamné ce comportement contraire à tous les traités européens et internationaux que la Grèce a signé.

Pour signer : againstviolencewomen@gmail.com

3 - Soudan, une femme condamnée à mort par lapidation

Le 13 mai 2012, le tribunal pénal d'Ombada, dans l'État de Khartoum (centre du Soudan) a condamné Intisar Sharif Abdallah à mort par lapidation pour adultère, en vertu de l'article 146 du Code pénal de 1991. Cette femme a d'abord plaidé non coupable, puis elle s'est rétractée lors d'une autre audience, apparemment après avoir été battue par son frère. Sa déclaration de culpabilité repose seulement sur ce témoignage. Pendant son procès, Intisar Sharif Abdallah n'a pas eu droit à un avocat ni à un interprète, bien qu'elle ne comprenne pas bien l'arabe, qui n'est pas sa langue maternelle. Cette femme, qui a trois enfants, est en détention avec son plus jeune fils, âgé de quatre mois, tandis que ses deux autres enfants sont gardés par sa famille. On ignore si les autorités ont l'intention de procéder à l'exécution. Des parents d'Intisar Sharif Abdallah sont actuellement en train de déposer un recours auprès de la cour d'appel d'Ombada. Cette peine de mort a été prononcée en dépit du droit > international ; une exécution bafouerait à la fois ce droit et la législation soudanaise.

Dans l'appel qui suit et que vous ferez parvenir signé le plus vite possible aux destinataires mentionnés, appelez les autorités à annuler l'exécution d'Intisar Sharif Abdallah ainsi que sa condamnation à mort par lapidation pour « adultère en étant mariée », et à la relâcher immédiatement et sans condition ; priez-les instamment de faire de l'intérêt du bébé d'Intisar Sharif Abdallah leur priorité pendant la procédure judiciaire et jusqu'à la libération de cette femme ; précisez qu'en vertu du droit international, l'exécution d'un individu à l'issue d'un procès ne respectant pas les normes internationales en matière d'équité bafoue le droit à la vie, et que la mise à mort de mères allaitantes est de la même façon interdite par le droit international ; demandez aux autorités d'instaurer un moratoire officiel sur les exécutions dans le pays, dans le but d'abolir la peine de mort, conformément à la tendance mondiale grandissante et aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies, et exhortez le président soudanais à commuer toutes les peines de mort prononcées.

Envoyer vos appels à : Président du Soudan Ministre de la Justice, Président de la Cour suprême Omar Hassan Ahmad al-Bashir Office of the President People's Palace, P.O. Box 281, Khartoum, Soudan Courriel : info@sudan.gov.sd ; Formule d'appel : Your Excellency/Monsieur le Président ; Mohammed Bushara Dousa Ministry of Justice, PO Box 302, Al Nil Avenue Khartoum, Soudan Courriel : info@sudanjudiciary.org, Formule d'appel : Your Excellency/Monsieur le Ministre ; Jalal al-Din Mohammed Osman Ministry of Justice Al-Jamha Street, Khartoum Khartoum state 931, Soudan, Formule d'appel : Your Excellency/Monsieur .Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Soudan dans votre pays : nom-s, adresse-s, n° de fax, courriel, formule de politesse.

3bis - Marche des Femmes contre l'économie verte au cœur de Rio de Janeiro - AFP 18 juin

Des milliers de femmes de trente mouvements sociaux et paysans ont défilé lundi matin dans le cœur financier de Rio contre l'économie verte prônée au sommet de l'ONU sur le développement durable Rio+20 qui réunira une centaine de chefs d'Etat et de gouvernement de mercredi à vendredi. Derrière une grande banderole de Via Campesina, le mouvement international paysan, où l'on pouvait lire « Les peuples sont contre la marchandisation de la nature, le cortège a parcouru plusieurs kilomètres en direction de l'Aterro do Flamengo où se déroule le Sommet des peuples organisé par la société civile en marge de Rio+20. Plusieurs centaines d'hommes, solidaires, ont fermé la marche qui a fini avec une vingtaine d'étudiantes enlevant leur tee-shirt et montrant leurs seins. Du haut d'un camion équipé de haut-parleurs, une militante hurlait : Cette marche est une marche de femmes de la ville et de la campagne contre cette farce qu'est Rio+20 !. Non au capitalisme vert! Oui à l'économie solidaire, oui à la souveraineté populaire !

Pour les militants-e du sommet des peuples, l'économie verte est un terme trompeur pour désigner une autre étape d'accumulation capitaliste, après la faillite du modèle actuel. « On est dans la rue pour donner de la visibilité à notre lutte mondiale pour la fin de la violence contre les femmes, la paix et la démilitarisation, l'accès aux biens communs et l'autonomie économique des femmes . Au Brésil s'ajoute la lutte pour la dépénalisation de l'avortement », a expliqué en français à l'AFP, Célia Alldridge, 36 ans, du secrétariat de la Marche Mondiale des Femmes qui se définit comme anglaise à moitié suisse. Dans le cortège, des femmes de tous les horizons, paysannes, indiennes, étudiantes, portaient des pancartes où l'on pouvait lire les revendications les plus diverses comme : « La femme n'a pas été faite pour se prendre des claques sur la figure ou sur les fesses ! ». Luiza Canuto, une Indienne Tabajara du nord-est du Brésil, a déclaré souffrir encore plus de discrimination du fait d'être indigène : « Les indiennes sont discriminées et souffrent du manque de respect depuis l'arrivée des colonisateurs portugais en 1500. Elles souffrent d'être femmes, indigènes et pauvres ».

Dans l'après-midi, des centaines d'écologistes ont manifesté au centre-ville également, devant le siège de la Banque nationale de développement (BNDES) et celui de Petrobras, le géant pétrolier, contre la marche arrière faite par le gouvernement de Dilma Rousseff en matière de protection de l'environnement. Ils dénonçaient la loi adoptée en mai au Parlement assouplissant la protection des forêts réclamée par le puissant secteur de l'agroalimentaire et auquel la présidente Rousseff a mis un veto partiel jugé insuffisant par les manifestants. Avec ce nouveau code forestier on revient à un niveau législatif de protection des forêts des années 30, selon Greenpeace. Les écologistes avaient été précédés par des centaines d'Indiens d'Amazonie portant des jupes en paille et coiffés de plumes qui ont protesté devant la BNDES contre les grands travaux qu'elle finance comme le barrage géant de Belo Monte sur le Xingu, un affluent de l'Amazone.

Photos : <http://www.facebook.com/media/set/?set=a.380951511966805.86020.100001558773005&type=1>

TEXTES MMF

4 - Les gouvernements ont une dette envers les femmes, Pas envers les banques ! - Campagne Européenne de la Marche Mondiale des Femmes

Du 17 octobre 2012 au 8 mars 2013 La Coordination Européenne de la Marche Mondiale des Femmes, réunie à Romans (France) du 1er au 3 juin, a constaté avec indignation l'aggravation inquiétante des conditions de vie des femmes sur notre continent. Dans le Sud de l'Europe (Galice, Portugal, Grèce...), la diminution brutale des revenus - à cause des licenciements, des baisses de salaires et des retraites - combinée avec le démantèlement des services sociaux qui augmente le travail gratuit des femmes, a drastiquement atteint le niveau de vie de centaines de milliers de femmes et de familles.

Les politiques d'austérité servant à la sauvegarde des intérêts privés du capital, sont les mêmes dans tous les Pays, à différents degrés. Nous refusons d'en être dupes. La MMF Europe commencera le 17 octobre, avec toutes les associations et organisations qui le désirent, une campagne européenne massive contre les mesures d'austerité qui pénalisent les femmes. Elle mettra en place une série d'actions simultanées dans les différents pays, pour dénoncer les vrais responsables de la crise de la dette et exiger un vie digne pour toutes, sous le slogan " Les gouvernements ont une dette envers les femmes, pas envers les banques". La Coordination européenne de la MMF s'est opposée frontalement aux attaques conservatrices croissantes contre le droit à l'avortement et à l'autodétermination des femmes, notamment en Turquie où le premier ministre veut faire abolir par le Parlement la loi qui permet l'IVG dans les 10 premières semaines. Egalement, elle a exprimé sa solidarité avec les femmes grecques qui ne luttent pas seulement en ce moment contre les impositions de l'UE en matière économique, mais aussi contre l'incarcération scandaleuse et raciste par les autorités de femmes porteuses du VIH. Changez la vie des femmes pour changer le monde pour changer la vie des femmes pour... !"

TEXTES

5 - 5^{ème} édition de la campagne pour l'accès à la contraception et à l'avortement en Ile de France - MFPF Ile de France - ANCIC - CADAC

L'information des femmes et des hommes est un des enjeux majeurs de leur autonomie en terme de sexualité. La plateforme francilienne « Sexualité, contraception, avortement, un droit, mon choix, notre liberté » est un outil d'information qui facilite l'accès à la contraception et à l'avortement. Les plateformes d'information ont été créées en 2000 pour toutes les régions par les DRASS. Elles avaient pour objectif de constituer une cellule de veille par rapport à l'application des lois sur l'accès à la contraception et l'IVG.

Le Conseil Régional Ile de France lance la 5^{ème} édition de la campagne d'affichage dans tout le réseau ferrée d'Ile de France (stations et gares des métros, RER et trains de banlieue) du 18 au 30 juin. La plateforme téléphonique régionale animée par des conseillères du Planning Familial élargit ses plages horaires durant cette période et sera ouverte du lundi au vendredi de 9h30 et 19h.

Cette réalité n'a cessé de s'aggraver au cours des 10 dernières années, et de s'amplifier depuis la loi HPST :

- Par la diminution des centres pratiquant l'avortement, environ 180 centres ont fermé Par la politique de rentabilité des hôpitaux ;
- Par la dégradation des conditions d'accueil des femmes par des professionnels: culpabilisation et jugement des femmes en demande d'IVG ;

En 2011, 4819 appels ont été enregistrés. Ces entretiens téléphoniques mettent en avant la non application de la loi de 2001* et l'inégal accès des franciliennes et franciliens à l'information, et de fait à la contraception et l'avortement ; le non-respect des délais de rendez-vous - ; le non-respect des délais légaux pour l'avortement jusqu'à 14 semaines ; des méthodes d'avortement et d'anesthésie imposées ; l'obligation de recours à l'implant contraceptif pour obtenir l'avortement.

En 2011, la maternité des Lilas a été menacée de fermeture. En 2012, la mobilisation continue pour maintenir le projet de sa reconstruction. La maternité et le CIVG de Saint Antoine ont fermé ainsi que le CIVG de Saint Vincent de Paul. Des menaces continuent à peser sur les CIVG de Colombes, Nanterre, du Kremlin Bicêtre, sur certains centres de Seine Saint Denis et sur la maternité des Bluets.

Devant toutes ces difficultés rencontrées par les femmes, nous réaffirmons notre volonté d'abroger la loi HPST, notre détermination à faciliter l'accès à l'avortement et à la contraception afin que les femmes puissent disposer librement de leur corps, conquête fondamentale pour accéder à leur liberté.

6 - Manifeste contre le système prostitueur - Conseil des femmes francophone de Belgique

La prostitution est une violence sexiste et raciste faite aux femmes. Le CFFB veut un projet de société à long terme, égalitaire, visionnaire et réaliste.

Le Conseil des Femmes Francophones de Belgique condamne le proxénétisme, la traite des êtres humains et donc le système prostitueur. Nous rappelons avant tout notre engagement à la promotion des valeurs telles que le respect des personnes humaines et l'égalité entre les femmes et les hommes ou encore la libération sexuelle.

C'est pour cela que nous réprouvons entre autres : Toutes les formes de proxénétisme, qu'il soit le fait d'individus, de sociétés commerciales qui gèrent des lieux de prostitution (eros-centers ou bordels), de réseaux organisés, mais aussi de personnes ou d'institutions dont les revenus proviennent indirectement de la prostitution ; La traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, qui désigne l'ensemble des opérations de recrutement ou de transport en vue de l'exploitation d'êtres humains. Sans système prostitueur, cette traite n'existerait pas. La Belgique a ratifié la Convention des Nations Unies de 1949 et doit l'appliquer ; La légalisation de la prostitution et la dépénalisation du proxénétisme, qui augmenterait la traite internationale.

Alors que nous savons que : 73 % des femmes prostituées disent avoir été sujettes à des agressions physiques dans la prostitution ; 62 % des femmes prostituées rapportent avoir été violées ; Neuf femmes prostituées sur dix voudraient quitter le système prostitutionnel mais ne s'en sentent pas capables ; Pour 25 % des hommes, le concept de « viol » pour les femmes prostituées est « ridicule » ; Au moins 1,39 millions de personnes sont victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle dans le monde ; 79 % des cas de traite le sont à des fins d'exploitation sexuelle.

Nous considérons : Que la prostitution n'est ni un métier ni un secteur d'activité : le corps humain et le sexe ne sont pas des marchandises destinées à être utilisées contre paiement ; Que le système prostitueur est un « marché » qui applique des paramètres sexistes, de classe et racistes ; Que le système prostitueur est le fait unique des sociétés patriarcales ; Que le concept du consentement des personnes prostituées n'est pas pertinent quand on considère que la société se doit de garantir les droits universels fondamentaux tels que la dignité humaine dont le droit à ne pas être prostitué-e.

Pour cela il est indispensable : De condamner toutes les formes de proxénétisme et refuser leur dépénalisation ; De responsabiliser les clients-prostituteurs au travers de la pénalisation de l'achat de services sexuels ; D'assurer un accompagnement et une protection efficaces des personnes qui veulent sortir de la prostitution, de garantir leur accès aux juridictions lorsqu'elles souhaitent porter plainte (pour violence, proxénétisme ou traite), et de prévoir pour elles un encadrement médical, psychologique et économique, ainsi que des alternatives concrètes ;

En conclusion : Nous refusons le système prostitueur et nous revendiquons son abolition (pas sa prohibition, ni sa réglementation). En effet, il représente une des expressions les plus violentes de la domination masculine et l'aboutissement de l'organisation de la marchandisation des êtres humains ; Nous voulons une vraie politique publique ambitieuse qui développe un projet de société à long terme, égalitaire, visionnaire et réaliste ; Nous demandons à ce que la prostitution soit intégrée dans la législation sur les violences faites aux femmes car elle représente un continuum de celles-ci ; Nous réclamons la mise en place d'un plan d'accompagnement de sortie des personnes qui souhaitent quitter le système prostitutionnel notamment en promouvant un plan économique de lutte contre la pauvreté.

7 - Syndicalisme et prostitution. Quelques questions embarrassantes - "Dones d'Enllaç"

Aborder la prostitution en termes syndicaux est trompeur - et faussement solidaire avec les femmes prostituées - lorsque l'on veut examiner cette réalité. Cela donne l'impression qu'il s'agit de la "défense organisée" d'un certain collectif de femmes. Mais, en fait, ce traitement de la question

conduit à l'acceptation impuissante d'un phénomène de domination et de violence sexiste. Parler de l'organisation syndicale de la prostitution présuppose qu'il s'agit d'un travail, et que c'est un travail humainement acceptable. Cependant, la première hypothèse évacue tout un faisceau de questions sociales, raciales et de genre: quel type de « travail » est-ce, ce « travail » exercé au profit exclusif du plaisir masculin par des femmes ou des êtres féminisés? Et, singulièrement, par des femmes pauvres, placées dans des situations d'extrême vulnérabilité, étrangères ou appartenant à une minorité ethnique opprimée?

La deuxième hypothèse n'est pas moins contestable: un « métier » qui connaît un taux de mortalité 40 fois plus élevé que la moyenne, un « travail » associé à des situations généralisées de stress, d'alcoolisme et d'addiction aux drogues devrait, au moins, susciter de vives interrogations et être mis en quarantaine à partir d'un point de vue strictement syndical. Les enfants qui extrayaient le charbon dans les mines anglaises du XIX^{ème} siècle - ou les enfants qui, de nos jours, travaillent dans les usines asiatiques pour le compte des grandes firmes de l'économie mondiale - effectuent incontestablement un travail. Le syndicalisme de classe considère, cependant, que ce travail devrait être interdit, car il a des effets dévastateurs sur ces enfants et parce qu'il ne permet pas leur développement en tant qu'êtres humains. Le syndicalisme, dont l'horizon historique est l'abolition de l'esclavage salarié, lutte quotidiennement pour réduire le taux d'exploitation du travail par le capital. Et il cherche à obtenir des conditions matérielles et morales plus favorables pour la classe ouvrière. Par conséquent, le syndicalisme classique considère qu'il y a des seuils de respect de la dignité et l'intégrité humaines en-dessous desquels ces relations contractuelles sont impossibles. Eh bien, parler de défense syndicale du « travail sexuel » implique de considérer que, dans la prostitution, ce seuil peut être établi. Et même que, à partir de là, il est tout à fait possible d'améliorer progressivement les conditions de travail pour les personnes prostituées. La réalité dément à chaque pas une telle prétention. La simple tentative d'application de certains paramètres syndicaux dans le monde de la prostitution conduit à une absurdité qui donne des frissons. Voyons quelques exemples...

Quel serait l'âge légal pour l'exercice professionnel de la prostitution? Considérons-nous que, à l'âge de 18 ans, une fille est déjà prête à être possédée par tout individu disposé à payer un prix stipulé? Serions-nous prêts à admettre des "contrats d'apprentissage » à un âge plus précoce? A 16 ans, par exemple? Lorsque l'on sait que dans les pays industrialisés, l'âge moyen d'entrée dans le monde de la prostitution se situe en dessous de quinze ans, la conclusion logique serait que cette « période de formation » ne ferait que perfectionner ou professionnaliser - et, bien sûr, formaliser - une pratique avec laquelle ces filles seraient déjà « naturellement » familiarisées. Parlant de la formation... Les syndicats ne devraient-ils pas veiller à garantir son homologation à travers des diplômes accréditant cette qualification professionnelle? Soit dit en passant, cette option de « travail », enfin normalisée, devrait être proposée dans les écoles et les collèges, comme perspective d'avenir pour les jeunes, prioritairement pour les filles. Et, par la même occasion, les offres d'emploi dans l'industrie de la prostitution devraient être incluses, avec les autres offres, sur les panneaux de tous les bureaux des Agences pour l'Emploi. (On peut imaginer que le syndicalisme le plus rigoureux revendiquerait avec force que la gestion de ces demandes de « professionnelles du sexe » soit dans les mains d'un réseau public, en rejetant l'intrusion des entreprises de travail temporaire).

En effet, si tel était le cas, une personne au chômage pourrait-elle refuser une offre d'emploi de prostitution correspondant au profil requis par l'employeur? Pourrait-elle continuer à bénéficier des allocations de chômage, si elle n'acceptait pas une telle proposition? (Comment dites-vous? Que dans l'industrie du sexe existent d'autres circuits, un « marché du travail » tout à fait particulier? Eh bien, ces circuits obscurs sont inacceptables pour le syndicalisme, qui exige sans cesse transparence et normalisation des rapports contractuels! Il est impossible de défendre une catégorie socioprofessionnelle dans un cadre informel.)

Le syndicalisme exige des contrats bien définis, reconnus et protégés par l'Etat. À ce propos, que serait un contrat de prostitution ? Seraient-ce des contrats permanents, fixes/discontinus «temporaires, saisonniers, de service» ? Sera-t-il possible d'y établir le droit de refuser certaines demandes des «clients» ? Comment définir une faute professionnelle ou fixer des barèmes de productivité ? Ces contrats, feraient-ils l'objet d'une convention collective de l'industrie de la prostitution ? Les syndicats savent que pour que la défense des salariés soit effective, il est nécessaire d'élargir le champ de la négociation au maximum: l'individu isolé est faible face à l'employeur. On peut donc supposer, que le syndicalisme verrait de meilleures possibilités dans le cadre de l'industrie du sexe, négociant avec des employeurs reconnus, plutôt que sous un régime précaire de prostitution «artisanale», face à des misérables proxénètes de quartier. Nous pouvons supposer aussi que serait prévue une inspection du travail sérieuse. Quels devraient être les critères pour sanctionner un abus patronal ? Et éventuellement, comment le détecter et le prouver ? Sera-t-il possible de dénoncer le patron d'un bordel qui obligerait «ses filles», par exemple, à réaliser des «services sexuels» non désirés ? (C'est-à-dire que le syndicat reconnaîtrait le reste de ces services, comme des « actes désirés » par les femmes ?)

Et ainsi de suite. Les domaines que le syndicalisme se doit d'aborder sont nombreux. Les maladies sexuellement transmissibles, seraient-elles considérées comme des maladies professionnelles ? Et les troubles psychologiques et la toxicomanie directement liés à la pratique de la prostitution ? Comment gérer un système d'arrêt-maladie ? Et l'âge de la retraite... faudrait-il l'établir à 67 ans ? Ou bien, considérons-nous que c'est un travail pénible justifiant une retraite anticipée ?

Assez. Dans les conditions réelles des industries du sexe, un monde dominé par le crime organisé dans lequel sont exploitées des personnes préalablement conditionnées par tout un système proxénète, le fait d'évoquer l'action syndicale implique de décharger sur les femmes la responsabilité de leur situation et de la légitimer (au-delà de la promesse d'adoucir certains de ses aspects). Pire encore, une approche syndicale de la prostitution, comme activité professionnelle, conduit inévitablement à dynamiter les droits du travail de l'ensemble de la classe salariée, et porte directement atteinte à la liberté des travailleuses (qui, non seulement deviennent légalement susceptibles d'être prostituées, mais poussées effectivement à la prostitution). Un syndicalisme au service des intérêts des exploiters est un syndicalisme jaune. Et, dans ce cas, un syndicalisme ouvertement proxénète.

8 - Pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes, la mobilisation des femmes est indispensable - Les Cahiers du féminisme

Le 8 mars, nous avons comme mot d'ordre « licenciés Sarkozy et restons vigilantes ». Nous avons réussi ensemble à « dégager Sarkozy » mais le plus difficile est devant nous : faire prévaloir les besoins sociaux sur les intérêts des financiers et ceux des classes dirigeantes européennes.

F. Hollande et J. M. Ayrault ont nommé un premier gouvernement paritaire avec, en prime, quelques personnalités censées représenter la « diversité ». Tant mieux mais, comme l'a montré Libération, les cabinets ministériels restent majoritairement masculinisés et surtout, le personnel gouvernemental est très largement recruté dans une même caste sociale : celle des privilégié-es issu-es des grandes écoles et en particulier de l'ÉNA.

L'annonce d'une hausse immédiate de la prime de rentrée scolaire, d'un « coup de pouce » pour le SMIC et le blocage limité des loyers vont sans doute aider les familles et les femmes les plus en difficultés ; le projet de loi contre le harcèlement sexuel, même s'il suscite un certain nombre de réserves, vient heureusement combler un vide juridique préjudiciable aux victimes ; les intentions affichées de Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, de donner des moyens financiers pour faire appliquer la loi contre les violences conjugales ou de lutter contre les inégalités de salaire entre femmes et hommes, peuvent laisser espérer quelques améliorations dans la vie des femmes. Mais soyons lucides, tout ceci ne représente qu'une goutte d'eau dans la misère

qui touche les classes populaires et les femmes en particulier.

Contre les plans d'austérité en Europe De nombreuses associations féministes ont adressé une lettre au gouvernement le 5 juin 2012 pour réclamer, à juste titre, que l'emploi des femmes soit une question à part entière dans la Conférence sociale prévue prochainement, rappelant que les femmes constituent plus de la moitié des chômeurs, qu'elles forment le gros du bataillon des travailleurs pauvres et précaires, qu'elles représentent 82 % des salariés à temps partiel, qu'elles sont deux fois plus souvent au SMIC que les hommes et que leur salaire moyen est inférieur de 27 % à celui des hommes et de 19 % si on ne considère que les emplois à temps complet. Depuis, une commission sur l'égalité professionnelle hommes-femmes a été ajoutée, dans l'ordre du jour : c'est déjà cela mais les revendications des associations féministes seront-elles prises en compte ?

La timidité des propositions gouvernementales, jusqu'à maintenant, nous laissent dubitatives : extension immédiate du droit à la retraite à 60 ans, uniquement pour les personnes ayant commencé à travailler à 18 ans et prise en compte pour le calcul des annuités de deux trimestres supplémentaires pour les chômeurs et mères de famille ... de plus de trois enfants seulement. Or tout le monde sait que les femmes sont encore particulièrement pénalisées, pour leur retraite, par leurs responsabilités familiales et domestiques : elles ont en moyenne un niveau de retraite d'environ 38 % inférieur à celui des hommes ; ce ne sont pas non plus les 1000 postes créés à la rentrée dans l'Éducation nationale (et qui devront être compensés par la suppression d'autant de postes ailleurs dans la Fonction publique) qui vont permettre d'assurer la rentrée scolaire dans de bonnes conditions, notamment en banlieue. Toutes ces demi-mesures étaient destinées à donner à la fois un signe positif à l'électorat populaire et à rassurer les marchés financiers.

C'est pourquoi une question de fonds doit être débattue par toutes les féministes : le nouveau gouvernement et sa majorité absolue pourront-ils faire reculer le chômage et lutter efficacement contre la précarité de l'emploi qui concerne particulièrement les femmes, créer les 500 000 places de crèches indispensables exigées par les associations féministes⁶, développer les services publics de la santé ou de l'école, etc., et s'attaquer aux racines de la pauvreté, sans remettre en cause la « rigueur budgétaire » exigée par la commission européenne et, plus largement, le Mécanisme européen de stabilité (MES) ratifié par le Parlement français le 21 février 2012 ?⁷ Même si F. Hollande et ses ministres prétendent introduire une certaine « relance » au niveau européen, il est impossible de se satisfaire d'une négociation à la marge des traités européens qui maintienne comme objectif la réduction du déficit budgétaire à 3% en 2013 et les contraintes qui l'accompagnent.

Car aujourd'hui, c'est une véritable guerre contre les peuples qu'ont engagée les dirigeants européens et les gouvernements libéraux de droite ou de gauche comme nous le prouvent les attaques subies par les peuples de l'Europe du Sud et en premier lieu celui de Grèce : réduction brutale des salaires et des pensions de retraite, accroissement massif du chômage qui atteint 21,2% de la population active (près de 30% des femmes et 50% des jeunes), destruction du système public de santé, développement de la pauvreté et de la malnutrition, etc. et alourdissement des tâches quotidiennes des femmes grecques censées compenser par leur énergie et leurs soins les effets catastrophiques de l'austérité. Pendant ce temps, les armateurs, l'Église orthodoxe et les monastères ne paient pas d'impôts, les banquiers et les plus riches continuent de spéculer sur la « dette grecque ». Après les résultats des élections du 17 juin et la courte victoire de la droite, le peuple grec peut encore craindre le pire d'un nouveau gouvernement de droite et/ou d'alliance avec les socialistes ; en effet l'Union européenne semble prête à une seule concession : donner un délai de deux ans à l'État grec pour régler ses dettes. En Espagne, le code du travail a subi une attaque sans précédent sous le gouvernement de droite pour permettre aux entreprises de licencier plus facilement, aux employeurs de baisser unilatéralement le salaire des travailleurs tandis que les banques espagnoles, elles, viennent de bénéficier d'un plan de sauvetage européen sans contrepartie significative, alors que ce sont elles qui sont responsables de la crise financière en cours ! Les

politiques menées actuellement au plan européen ne feront pas cesser la spéculation internationale. Au contraire, elles l'entretiennent et ce faisant alimentent la pression sur les peuples d'Europe ainsi que la montée du nationalisme et du racisme cultivés par l'extrême droite.

Imposons des réformes radicales : Même si pour l'instant, la situation n'est pas aussi grave en France, ne nous y trompons pas. C'est à la même pression des marchés financiers, de la Banque centrale européenne (BCE), et du fonds monétaire international (FMI) que nous allons être confronté-es. Dans ces conditions, il faut le dire clairement : aucune amélioration de la vie quotidienne des salariés et des chômeurs, des retraités, et notamment des femmes, ne sera possible sans un changement profond des politiques publiques : Il faut une réforme fiscale radicale, la remise en cause du pacte de stabilité européen et de la « règle d'or » de l'équilibre budgétaire, une loi qui interdise les licenciements boursiers; il faut développer les services publics indispensables pour assurer l'égalité entre tous les citoyen-nes ; pour s'attaquer au chômage et permettre à tous et toutes de retrouver le temps de vivre, une baisse conséquente du temps de travail est indispensable et ceci, sans perte de salaire, sans annualisation ni intensification du travail, avec embauches correspondantes et interdiction du temps partiel imposé ; il faut un SMIC à 1700 euros nets. Par ailleurs nous demandons, avec l'ensemble des associations féministes, le remboursement à 100% des IVG et de la contraception, la remise en cause de la loi Bachelot qui a permis notamment la fermeture de centres d'IVG et de maternités de proximité ; nous soutenons, cela va de soi, toutes les revendications qui portent sur l'égalité entre les couples homos et hétéros (mariage, adoption) et cherchent à développer une éducation non sexiste et fondée sur l'égalité. Nous nous prononçons également pour la régularisation des sans papiers et en particulier des femmes qui travaillent ou résident en France et sont obligées de rester dans la clandestinité pour survivre. Il faut enfin remettre en cause la répression des personnes prostituées (et en particulier le délit de racolage passif) et développer une politique qui crée les conditions de la disparition de la prostitution.

Mais pour réaliser ce programme, il faut à la fois une volonté politique et des moyens financiers. Cela implique une réforme fiscale au profit des plus pauvres et une large mobilisation pour changer le statut de la Banque de France et de la Banque centrale européenne qui doivent prêter aux États à un taux minime, au lieu de prêter aux banques qui spéculent sur les dettes des États. Il faut en même temps taxer et contrôler les mouvements de capitaux pour éviter leur fuite. Il faut nationaliser les banques, sous le contrôle des salarié.es et des usagers pour impulser une politique économique qui réponde aux besoins sociaux fondamentaux. Cette lutte est de dimension européenne. En France, nous les féministes devons entrer dans la danse et dire ensemble qu'il faut une toute autre politique à l'échelle de l'Europe, une politique qui s'attaque aux privilèges des plus riches, pour la satisfaction des besoins sociaux. Depuis 2009, les luttes n'ont pas cessé contre les licenciements, pour défendre les retraites, contre la fermeture de services publics de proximité, etc. Les femmes y ont pris toute leur place : lutte pour la réouverture du centre d'IVG à l'hôpital Tenon à Paris, par exemple ou tout récemment chez Lejaby ou aux Trois Suisses ou bien dans la grande distribution. Depuis plusieurs années également, les féministes ont revendiqué une « loi intégrale » contre les violences faites aux femmes, sous l'impulsion du Collectif national pour les droits des femmes, ou « l'égalité des salaires maintenant ». Il existe déjà, sur le plan européen, un réseau de solidarité à l'initiative de la Marche Mondiale des femmes (MMF), de la commission genre d'Attac, du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), etc... A Francfort des dizaines de milliers de jeunes européen-nes étaient présent-es, les 17 et 18 mai, pour dénoncer le rôle de la BCE. Nous avons franchi une étape. Mais nous devons élargir encore notre mobilisation sur le plan - omme nous y invite la MMF des femmes qui lance, à partir du 17 octobre 2012, une campagne européenne contre l'austérité qui pénalise les femmes sur le thème « Les gouvernements ont une dette envers les femmes, pas envers les banques », <http://www.mmf-France> - tout en étant partie prenante des mouvements de solidarité avec les femmes du monde entier qui luttent pour la

survie quotidienne de leur famille et pour leur propre autonomie.

Pour nous contacter : cahiersdulfeminisme@hotmail.com

COLLOQUES, DÉBATS, RÉUNIONS...

9 - Débat : Imposition séparée, un levier pour l'égalité ? - MAGE - 21 juin

Le MAGE organise ce débat dans le cadre des "Amphis du Mage" le jeudi 21 juin 2012 de 17h à 20h.

Programme : Ouvertures : Margaret Maruani, Directrice du Mage et de la revue Travail/genre et sociétés, Fatima Lalem, Adjointe au Maire de Paris en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes ; Débat introduit et animé par Rachel Silvera, économiste, Université Paris Ouest-Nanterre- La Défense ; avec la participation de Danièle Meulders, économiste, Solvay Brussels, School of Economics & Management, Université libre de Bruxelles, Jean-Marie Monnier, économiste, Centre d'économie de la Sorbonne, Université Paris 1, Hélène Périvier, économiste, OFCE - Centre de recherche en économie de Sciences Po, Henri Sterdyniak, économiste, OFCE - Centre de recherche en économie de Sciences Po.

Pour la bonne organisation de ce débat, merci de confirmer votre venue par retour de mél à mage.cnrs@shs.parisdescartes.fr

Amphithéâtre Durkheim - 1, rue Victor Cousin ou 54 rue Saint-Jacques - 75005 Paris

10 - Programme de la semaine d'actions « Foot For Love » - Les Dégommeuses

Les associations lesbiennes se sont mobilisées en appui aux "Dégommeuses" pour que cet évènement ait lieu. (CLF, Cineffable, Cibél, CEL de Marseille, la Lune de Strasbourg...) et bien d'autres ...

22 juin, Matin : Arrivée à Paris ; *Après-midi* : Présence au Village associatif Solidays en partenariat avec la Région Ile-de-France Hippodrome de Longchamp - 16h-20h ;

23 juin, Projection-débat du documentaire «Difficult Love», en partenariat avec Cinéffable, Cinéma Le Brady, 39 bd de Strasbourg, Paris 10ème - 17h30-19h30 Entrée 6 Euros ;

24 juin, Tournoi b. yourself (coordination Paris Foot Gay) : *Matin* : ateliers de sensibilisation contre les discriminations, sexistes, homophobes, racistes..., avec les adolescent-es participant au tournoi ; *Après-midi* : match de gala Les Dégommeuses and Friends VS Thokozani FC,, Parc des Princes, 24 Rue du Commandant Guilbaud, Paris 16^{ème} Match vers 16h, Entrée gratuite ;

25 juin, Visite guidée de Paris organisée par les LOCs ;

26 juin, Action de sensibilisation au sexisme et à la lesbophobie en direction des jeunes des plateformes d'insertion, et mobilisation de la région, en partenariat avec le Crips Ile-de-France, les LOCs et SOS homophobie Crips-Ile-de-France ;

27 juin, 14h - 17h : Conférence-débat autour de l'œuvre de Zanele Muholi animée par Elisabeth Leibovici, Librairie Violette & Co, 102 Rue Charonne, Paris 11ème ;

28 juin, 18h30, Vernissage de l'exposition de photos de Zanele Muholi, Espace Canopy, 19 Rue Pajol, Paris 18^{ème} ; l'expo sera ouverte jusqu'au 13 juillet ;

29 juin, RAL -Rassemblement d'Actions Lesbiennes - à l'initiative des LOCS, appuyées par la CLF, les Archives Lesbiennes et de nombreuses artistes lesbiennes. Musique, groupes, boissons et restauration... 2 Rue Eugène Spuller, Paris 3^{ème} 18h - 22 h 30 juin ; *Après-midi* : Marche des fiertés LGBT ; *Soirée* : départ de Paris.

RADIO, CINÉMA, LIVRES, SORTIES...

11 - Carole Roussopoulos, une femme à la caméra - Paris - 20 juin - Centre Simone de Beauvoir
Portrait de Carole Roussopoulos (1945 - 2009) pionnière de la vidéo légère en Franc. Extraits de films, images d'archives et d'entretiens qui retracent l'itinéraire de cette battante qui a filmé les combats des femmes et des prostituées, les grèves ouvrières, les revendications homosexuelles, et

qui a toujours donné la parole aux «sans voix», témoins indispensables des luttes sociales et des émancipations des minorités.

Mercredi 20 juin 2012 20h cinéma Le Nouveau Latina 20 rue du temple 75004 Paris. Séance suivie d'une rencontre avec la réalisatrice, puis nous nous retrouverons autour d'un verre amical.

12 - Café Droits des Femmes : « Femmes et emploi : en route vers l'égalité ? » - 26 juin, Paris 19

Vie quotidienne, allocations, logement, formation, travail, maternité, contraception, violences, égalité...et si on parlait ensemble de nos droits ?

Venez partager un thé, un café, un moment convivial avec l'animatrice de l'association ... et repartez avec des réponses. « Femmes et emploi, en route vers l'égalité » avec la participation de Fanny Tanriverdi, directrice de développement de l'Ardive.

Mardi 26 juin de 14h à 16h, centre d'animation Curial, 90 rue Curial, Paris19

13 -Livre : Le test de féminité dans les compétitions sportives. Une histoire classée X? - Anaïs Bohuon

Préface d'Elsa Dorlin. Instauré dans les années 1960 par les autorités sportives internationales, le test de féminité vise à distinguer les «vraies femmes» des autres en vertu de critères «scientifiques» qui ont variés au cours du temps : la féminité fut d'abord certifiée sur la base d'un examen gynécologique, puis chromosomique, puis hormonal. Mais la conformation anatomique des organes sexuels est parfois jugée «ambiguë» ; il existe d'autres formules chromosomiques possibles que «XX» et «XY», et des femmes certifiées «normales» à la suite d'un examen anatomique ou d'une analyse chromosomique peuvent avoir des taux naturels de testostérone supérieurs à la moyenne. Le travail d'Anaïs Bohuon cerne un fait depuis longtemps mis en évidence par la recherche féministe, mais qui embarrasse les autorités sportives : les caractéristiques sexuées s'expriment selon des modalités diverses et la partition des individus en deux catégories de sexe seulement est une fiction idéologique. Son livre révèle aussi que cette vision de la féminité a partie liée avec une histoire politique : celle de l'opposition entre l'Est et l'Ouest, du temps de la Guerre froide, et celle qui organise le partage inéquitable entre pays du Nord et du Sud. Dans le monde du sport, les «vraies femmes» restent conformes à l'idéal occidental de la féminité. La suspicion se porte sur «les autres», évincées des compétitions en raison de leurs performances et/ou de leur physique «hors normes».

Anaïs bohupon présente son livre le 20 juin à 19h à la librairie Violette and VO, 102 rue de Charonne Paris 11^{ème}.

Collection «xx-y-z», 192 page, 18 €